

PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES INTERPELLATIONS ET DES QUESTIONS

INTEGRAAL VERSLAG VAN DE INTERPELLATIES EN DE VRAGEN

COMMISSION DES FINANCES ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES

**CHARGÉE DU BUDGET, DES RELATIONS EXTÉRIEURES,
DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE ALGEMENE ZAKEN

**BELAST MET DE BEGROTING, DE EXTERNE BETREKKINGEN,
DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, HET OPENBAAR AMBT
EN HET WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK**

RÉUNION DU LUNDI 18 JUIN 2018

VERGADERING VAN MAANDAG 18 JUNI 2018

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

Présidence : M. Charles Picqué, président.

[105]

MONDELINGE VRAGEN

De voorzitter.- Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

[107]

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW ELS AMPE

AAN DE HEER RUDI VERVOORT, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, TERRITORIALE ONTWIKKELING, STEDELIJK BELEID, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STUDENTENAANGELEGENHEDEN, TOERISME, OPENBAAR AMBT, WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK EN OPENBARE NETHEID,

betreffende "de transparantie met betrekking tot door de regering toegekende subsidies".

[109]

De voorzitter.- Op vraag van de indiener wordt de mondelinge vraag in een schriftelijke vraag omgezet.

[113]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAELE

AAN DE HEER RUDI VERVOORT, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, TERRITORIALE ONTWIKKELING, STEDELIJK BELEID, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STUDENTENAANGELEGENHEDEN, TOERISME, OPENBAAR AMBT, WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK EN OPENBARE NETHEID,

EN AAN DE HEER PASCAL SMET, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET MOBILITEIT EN OPENBARE WERKEN,

betreffende "de overlast door personen zonder wettelijk verblijf in en rond het Noordstation en de relaties tussen het gewest en het federale niveau in dit dossier".

[115]

De voorzitter.- Bij afwezigheid van de indiener, die verontschuldigd is, wordt de mondelinge vraag uitgesteld.

[119]

QUESTION ORALE DE M. VINCENT DE WOLF

À M. RUDI VERVOORT, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, DE LA POLITIQUE DE LA VILLE, DES MONUMENTS ET SITES, DES AFFAIRES ÉTUDIANTES, DU TOURISME, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE,

ET À M. PASCAL SMET, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS,

concernant "l'avenir de la station Riga dans le cadre du projet de métro Nord".

[121]

QUESTION ORALE JOINTE DE M. GAËTAN VAN GOIDSENVÖVEN,

concernant "l'implantation de la future station de métro au square Riga".

[123]

QUESTION ORALE JOINTE DE MME JULIE DE GROOTE,

concernant "le square Riga et la future station de métro à Schaerbeek".

[127]

M. le président.- En l'absence de M. Vincent De Wolf, excusé, sa question orale sera lue par M. Gaëtan Van Goidsenhoven, et en l'absence de Mme Julie de Groote, sa question orale est considérée comme retirée. La question orale jointe de M. Gaëtan Van Goidsenhoven devient la question orale principale.

Le ministre-président Rudi Vervoort répondra aux questions orales.

La parole est à M. Van Goidsenhoven.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Je me permettrai, au terme de ma propre question orale, de mentionner quelques éléments que mon collègue Vincent De Wolf, excusé, souhaitait soulever à ce sujet.

Le futur axe de métro Nord-Sud comprend, entre la gare de Bruxelles-Nord et celle de Bordet, six stations sur lesquelles il a été tranché. Toutefois, il semble que l'implantation de la station prévue à la hauteur du square Riga soit à l'origine d'un mouvement de contestation remettant en cause la proposition avancée par Beliris.

De bonne grâce, Beliris a remis sur le métier la proposition initiale et a présenté jusqu'à dix-sept versions différentes ! Un tel flot de possibilités pour une simple station représente un coût et a inévitablement une incidence sur la poursuite des travaux préparatoires. La date annoncée pour la disponibilité du métro Nord-Sud dès 2028 s'en voit menacée. Il se murmure déjà que la date de mise en service de cet axe de métro serait repoussée à la fin 2029. Je pense que M. Smet a confirmé cette information.

Il serait regrettable que l'implantation d'une station de métro soit de nature à retarder la mise en service d'un axe de métro dont la nécessité se fait chaque jour plus manifeste. L'idée de renoncer à la station Riga (option zéro) représenterait une erreur dont les riverains du square seraient les premières victimes. Il semblerait qu'en définitive, le meilleur emplacement pour la station Riga soit celui prévu à l'entame du projet. Les recours contre cette proposition ont pour conséquence de retarder la réalisation de l'axe de métro Nord-Sud et de priver une large proportion d'usagers d'une possibilité de déplacement rapide et performante.

[133]

Finalement, Beliris a proposé deux solutions : creuser et refaire un square à l'identique. Cette solution semble combiner l'avantage de maintenir une station de métro sur le square Riga et de reconfigurer la situation en surface dans son état initial. Il faut garder à l'esprit que des stations de grande dimension ont l'inconvénient non négligeable de représenter un coût élevé d'entretien et de surveillance.

La surveillance policière et les charges de nettoyage et de chauffage sont moins lourdes dans les stations qui ne possèdent pas de longs couloirs. À Anderlecht, cela fonctionne très bien. Les stations qui vont jusqu'à Erasme ont une dimension assez limitée et disposent d'un quai central.

Il est regrettable qu'aujourd'hui, cette remise en question de la station Riga suspende toute procédure et donc le déroulement du futur chantier. Selon Beliris, "c'est la problématique de Riga qui fait perdre beaucoup de temps. C'est le nœud qui ralentit le dossier". On apprend que, pour les autres haltes, le calendrier semble moins critique. Et les responsables de Beliris d'ajouter : "Pour la gare du Nord, la demande de permis est à l'instruction, ça avance. À Liedts, il n'y a pas de problème, tout comme aux arrêts Colignon, Paix, Tilleul et Bordet, où nous sommes en train de réaliser les études de projets".

Les accords étant finalisés ou en cours de finalisation pour les stations Gare du Nord, Liedts, Colignon et Verboeckhoven, pourquoi le creusement de la galerie de métro n'est-il pas lancé au départ de la gare du Nord pour aller jusqu'à Liedts, puis Colignon, et ensuite Verboeckhoven, pour y faire circuler progressivement les trams de la ligne 3 en souterrain et exploiter temporairement l'axe vers Bordet en pré métro en étendant le parcours au fur et à mesure de l'avancement du creusement du tunnel ? Cette solution vous laisserait le temps de trouver une issue pour le problème de la station Riga, avec l'avantage de ne pas allonger encore le délai d'exécution, ce qui pénaliserait nombre d'utilisateurs des transports publics dans la zone Liedts-Colignon-Verboeckhoven et au-delà.

[135]

Le blocage actuel autour de l'implantation de la station Riga est-il de nature à reporter le délai de mise en service de la ligne de métro Nord ?

Est-il envisageable de poursuivre les travaux aussi longtemps qu'une décision définitive n'aura pas été prise concernant la station Riga ?

Enfin, pourquoi ne pas programmer la mise en souterrain progressive des véhicules, au départ de la gare du Nord en direction de la place Liedts, de la place Colignon et ainsi de suite, en maintenant une exploitation en pré métro, jusqu'à la réalisation complète du creusement de l'axe vers Bordet ?

M. le président.- La parole est à M. Van Goidsenhoven pour la lecture de la question orale de M. De Wolf.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Le 25 mai dernier, un quotidien indiquait que Beliris, maître d'ouvrage, avait formulé dix-sept alternatives à la construction de la future station Riga prévue dans le cadre

du projet du métro Nord. La commune de Schaerbeek n'est pas convaincue par ces alternatives. Elle a émis une proposition qui ne semble pas convaincre Beliris et qui constituerait une rupture de perspective pour la Direction des monuments et sites (DMS).

Votre gouvernement doit donc décider rapidement de l'option la plus réaliste, afin de ne pas reporter une nouvelle fois la fin des travaux du métro. Quand le gouvernement prendra-t-il une décision sur ce dossier ? Une option préférentielle a-t-elle été retenue et si oui, laquelle ? Quels contacts ont-ils été pris avec la commune de Schaerbeek pour faire aboutir ce dossier ?

[137]

M. le président.- La parole est à M. Vervoort.

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Beliris a effectivement présenté dix-sept variantes d'aménagement de la station Riga au comité stratégique chargé du métro Nord le 29 mars 2018. Ce dernier a donné son accord pour que Beliris approfondisse deux variantes prévoyant des accès de station discrets sur le square Riga : l'une par le creusement d'un puits de la taille de la station et l'autre par le creusement d'un puits de taille plus réduite et des quais en galerie ou en congélation. Le plan directeur détaillant ces variantes a été communiqué au comité stratégique il y a moins de deux semaines, le 5 juin 2018.

Parallèlement, les dix-sept variantes ont été présentées à la Commission royale des monuments et des sites, qui a émis un avis de principe au mois de mars, et à la commune de Schaerbeek, qui nous a fait connaître sa préférence le 18 avril 2018.

À ce stade, aucune option préférentielle n'a été retenue par le gouvernement. Le choix d'une variante doit, dans la mesure du possible, faire l'objet d'un consensus entre les parties intervenantes. Elle implique la prise en compte de plusieurs éléments, dont le respect du plan global de réalisation du projet et de son budget, la protection du patrimoine, mais aussi la sécurité et le confort des voyageurs.

Dans cette optique, j'ai eu l'occasion de discuter de ces éléments avec le bourgmestre de la commune de Schaerbeek. La Région et la commune partagent en tout cas la même volonté d'aboutir dans ce dossier et de poursuivre le dialogue pour atteindre rapidement cet objectif.

Le travail fourni par Beliris est considérable et ouvre des perspectives de création d'une station de métro s'intégrant harmonieusement au quartier, ce dont je ne peux que me réjouir. En effet, entre les premiers plans et ceux reçus aujourd'hui, il y a un monde de différence. Plutôt que partir de la station de métro pour dessiner l'aménagement de surface, ils partent de l'idée de préserver l'actuel square Riga tout en y aménageant une station de métro.

[139]

S'agissant des demandes de classement de l'avenue Huart Hamoir et du square François Riga introduites par la commune de Schaerbeek et l'asbl Bruxelles Nature, nous n'avons pas encore reçu le rapport de synthèse de la Direction des monuments et sites (DMS) sur ces deux demandes. Sur la base de ce rapport, une décision sera prise dès que possible par le gouvernement.

Il est en effet probable que la problématique du square François Riga dans son ensemble induise un retard dans la planification. Néanmoins, à ce stade, nous n'avons pas d'informations précises permettant de déterminer l'ampleur de ce retard. Ce qui est sûr, c'est que le Code bruxellois d'aménagement du territoire

(Cobat) impose une suspension de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme en cas de demande de classement.

L'instruction des demandes de classement prend elle-même un certain temps, puisqu'elle implique de solliciter notamment l'avis de la Commission royale des monuments et des sites (CRMS). La DMS rédige un rapport de synthèse avant la décision du gouvernement. Toutefois, au-delà des jeux politiques, il serait simpliste de lui imputer l'impact sur la planification globale du projet. Même si ces demandes n'avaient pas été introduites, le dossier dans son ensemble impliquait de revoir les plans déposés avec la demande de permis d'urbanisme. Étudier et comparer dix-sept variantes, élaborer un plan directeur pour deux d'entre elles et de nouveaux plans d'aménagement, cela prend du temps, indépendamment de la question du classement. La demande a néanmoins été introduite et nous ne pouvons pas revenir en arrière.

La piste de sortie de crise que vous évoquez, à savoir le creusement par étapes d'un tunnel partant de l'arrêt Gare du Nord, est effectivement une idée que le bon sens pourrait faire germer dans les esprits. Néanmoins, ce type de projet d'une grande complexité technique induit des contraintes liées au génie civil.

[141]

Vous savez qu'il est prévu de creuser le tunnel au moyen d'un tunnelier qui partira de la zone de dépôt de Haren. Comme l'explique le site metro3.be, un tunnelier est plus qu'une grosse machine : c'est une usine souterraine d'une longueur d'environ 75 mètres. Son montage et sa mise en route nécessitent l'installation d'une base de chantier principale d'au moins un hectare et demi. En outre, c'est depuis cette base de chantier que les terres excavées devront être évacuées. Le quartier de la gare de Bruxelles-Nord n'offre pas la possibilité d'installer une telle base de chantier, contrairement au terrain de la STIB, qui dispose d'un tel espace. Il existe donc des contraintes techniques qui s'opposent à un départ de la gare de Bruxelles-Nord.

Un échelonnement du creusement du tunnel et de la mise en service de la ligne, qu'elle soit de métro ou de tram, se heurte à d'autres difficultés techniques. Au-delà du terminus d'une ligne, il faut aussi prévoir des espaces permettant l'arrêt et le retournement des véhicules, avec la possibilité pour le conducteur d'en descendre en toute sécurité. Ces contraintes pourraient vous être expliquées plus amplement par Beliris, mais en consultant le site metro3.be et le site de Beliris, vous trouverez déjà des éléments techniques intéressants à ce sujet.

Comme vous le savez également, Beliris a introduit une demande de permis d'urbanisme qui vise à la fois le tunnel, les stations et le dépôt. Cette demande est soumise à une étude d'incidence. Les travaux du tunnel ne pourront donc pas débuter avant la délivrance de ce permis qui, pour rappel, est suspendu à la suite de la demande de classement.

[143]

Pour procéder à une évaluation effective et juridiquement valable des incidences environnementales, nous ne pouvons qu'envisager une demande de permis d'urbanisme globale portant sur tout le tracé et le dépôt. Il est en effet impossible de scinder cette demande en différents tronçons de ligne dès lors que, selon la longueur de la ligne et le nombre de stations, des données essentielles à l'étude d'impact telles que le nombre de voyageurs potentiels seront différentes.

Nous sommes donc tenus à un examen global du projet de métro et nous ne pouvons contourner le principe d'égalité en matière de demande de classement. Toutefois, je reste optimiste quant à notre capacité de dégager une solution défendant les intérêts de toutes les parties. En effet, comme vous l'avez souligné, l'absence de station de métro à Riga serait une très mauvaise option, ne serait-ce qu'en raison de la distance

critique à respecter entre deux stations. J'ai aussi le sentiment que les riverains du square François Riga sont plutôt favorables à l'idée de disposer d'une station de métro à proximité. Il y a des contraintes techniques liées au square qui, parfois, se jouent à un arbre ou deux... Je ne vous donnerai pas mon intime conviction à ce sujet, mais mon objectif est que le projet se réalise dans les meilleurs délais.

[145]

M. le président.- La parole est à M. Van Goidsenhoven.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Je prends acte de la situation et du fait que le gouvernement reconnaît l'existence d'un retard dont il ne peut mesurer l'ampleur, le dossier étant à l'instruction. C'est dommage et préoccupant, parce que le dossier de cette ligne doit avancer.

J'entends par ailleurs que la solution alternative, à savoir la mise en souterrain progressive au départ de la gare de Bruxelles-Nord vers la future station Liedts, se heurte à des contraintes de génie civil.

M. le président.- La parole est à M. Vervoort.

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- À cause du tunnelier.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Il faudra pourtant le sortir.

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Non, il faut le rentrer.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Je ne suis pas ingénieur, mais nous avons connu des lignes qui ont été mises en service progressivement.

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- J'imagine que vous avez déjà vu les images d'un tunnelier. Son installation nécessite un espace d'un hectare et demi. Il est construit sur place, puis il perce le tunnel au fur et à mesure. On m'assure que l'on ne peut démarrer un tel chantier au départ de la gare de Bruxelles-Nord. Au contraire, il faut partir de Haren pour aller vers le quartier Nord. Une fois le travail achevé, la machine est sortie et démontée. Dans le quartier Nord, ce n'est apparemment pas possible.

[161]

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- J'en prends acte, mais toutes ces mauvaises nouvelles additionnées sont inquiétantes pour les délais, vous en conviendrez.

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Honnêtement, il est naïf de croire qu'un chantier de ce type peut être lancé sans le moindre grain de sable.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Là, c'est plus que des grains de sable, ce sont des blocs de granit !

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Non, le classement du square François Riga fait partie des aléas. Heureusement que sur le tracé, il n'y a eu qu'une demande de classement, parce que nous pourrions en avoir plusieurs.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Si vous êtes heureux de cela...

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Imaginez refaire l'autre ligne avec la station Parc ! Imaginez l'implantation de la station Parc dans l'état actuel. Je vous assure que nous serions noyés sous les demandes. Le Parc de Bruxelles est classé.

M. Gaëtan Van Goidsenhoven (MR).- Je m'en suis rendu compte. Je vous remercie.

- *Les incidents sont clos.*

[179]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

AAN DE HEER GUY VANHENGEL, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET FINANCIËN, BEGROTING, EXTERNE BETREKKINGEN EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,

betreffende "de voorwaarden om gebruik te kunnen maken van de verlaagde registratierechten".

[181]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- De Brusselse overheid verhoogde vorig jaar de vrijstelling op de registratierechten naar 175.000 euro. Kopers sparen hierdoor 21.875 euro uit bij de aankoop van hun woning. In ruil werd de woonbonus afgeschaft.

Kopers die gebruik willen maken van de korting, mogen geen ander onroerend goed in volle eigendom bezitten en moeten zich er vijf jaar ononderbroken vestigen in hoofdverblijf. Dat zijn niet eens heel zware voorwaarden.

De hervorming is vooral bedoeld om middelenklassers aan te trekken en in de stad te houden. Als de voorwaarden geschonden worden, moet het verkregen voordeel worden terugbetaald. Artikel 46bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten voorziet in een uitzondering voor gevallen van overmacht, maar het is onduidelijk hoe de overheid die gevallen invult.

Volgens mijn informatie is de FOD Financiën nog steeds bevoegd voor de inning van de belasting, het beheer van de uitzonderingsaanvragen en de controles.

[183]

Klopt het dat de FOD Financiën beslist over de vrijstelling van terugbetaling?

Hoe vult de administratie de uitzondering van overmacht in? Welke richtlijnen heeft de minister aan de administratie gegeven?

Geldt gezinsuitbreiding als geval van overmacht? Zo ja, is dat altijd het geval, ongeacht de grootte van de woning? Wie beslist daarover?

Op welke manier verricht de administratie controles om te vermijden dat de uitzonderingsregel misbruikt wordt? Hoe verloopt de samenwerking met de FOD Financiën? Hoeveel controles werden er verricht in 2017, 2016 en 2015?

In hoeveel gevallen verzaakten kopers aan de regel van vijf jaar hoofdverblijfplaats in 2017, 2016 en 2015? Werd de korting teruggevorderd? Overigens, ook voor het abattement van 60.000 en 75.000 euro gold er al een minimumperiode van vijf jaar.

[185]

De voorzitter.- De heer Vanhengel heeft het woord.

De heer Guy Vanhengel, minister.- Voor het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebeurt de inning van de gewestelijke registratierechten nog steeds door de FOD Financiën. Het Vlaams Gewest heeft de inning van die belasting op 1 januari 2015 overgenomen.

Op termijn is het de bedoeling dat Brussel Fiscaliteit ook de dienst van deze gewestelijke belasting overneemt. De "dienst van de belasting" is een begrip dat in de Bijzondere Financieringswet wordt gebruikt en duidt op alles wat te maken heeft met de inning en de invordering van de belasting.

De dienst van de belasting omvat de vaststelling van de belastinggrondslag, de berekening van de belasting, de controle van de belastinggrondslag en van de belasting, de follow-up van de administratieve en gerechtelijke betwistingen en de feitelijke inning en invordering, inclusief de kosten, boetes en interesten.

[187]

De Bijzondere Financieringswet stelt ook dat de federale overheid de procedureregels vaststelt, zolang ze de dienst van de belasting verzekert.

Het gewest kan de tarieven, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van een gewestelijke belasting waarvan de federale overheid de dienst verzekert, wijzigen, mits we vóór de eindstemming van het tekstontwerp of - voorstel het advies van de FOD Financiën vragen over de technische uitvoerbaarheid.

Een gewest kan ten slotte de dienst van een gewestelijke belasting overnemen, als het dat op voorhand aan de federale overheid notificeert. De overname gaat ten vroegste in vanaf het tweede begrotingsjaar volgend op de datum van notificatie van de beslissing tot overname.

Een overname gebeurt per groep van belastingen. Als een gewest de registratierechten, inclusief het registratierrecht op schenkingen onder levenden, wenst over te nemen, zal het ook de successierechten moeten overnemen. Dat is een overzicht van de institutionele spelregels.

Overmacht is een onverwachte, onvermijdbare gebeurtenis, onafhankelijk van de wil van de betrokkenen, die het onmogelijk maakt de aangegane verbintenis na te leven. Het gaat om een feitenkwestie die geval per geval wordt bekeken.

In het algemeen wordt overmacht aanvaard onder andere bij overlijden, bij ernstige ziekte of ongeval, bij wijziging van beroep of wijziging in de gezinssituatie zoals echtscheiding, bij juridische stoornissen, zoals onteigening, verklaring van onbewoonbaarheid, fysiek of moreel geweld.

[189]

Die gevallen betekenen niet automatisch dat er sprake is van overmacht. Ze moeten de betrokkenen er effectief van weerhouden de verblijfsvoorraarden na te komen. De beweegredenen moeten geval per geval worden onderzocht en bewezen.

De plaatselijke registratiekantoren controleren of de wettelijke verblijfsvoorraarden worden nageleefd. De gegevens van de bevolkingsregisters worden in een geautomatiseerde controle gebruikt. Sedert 2010 wordt als gevolg van die automatisering de selectie van de dossiers waarin de inschrijving tijdig gebeurde en correct werd nageleefd, ongedaan gemaakt.

De overige dossiers worden via een eveneens geautomatiseerde extractie ingeschreven in de toepassing van de zogenaamde respo (legger 67) onder twee codes: inschrijvingscode C048 (geen tijdige inschrijving in het bevolkingsregister) of C049 (geen behoud van de inschrijving gedurende een onafgebroken periode van vijf jaar). Dat gebeurt dus op basis van de inschrijvingen in het bevolkingsregister.

Die automatisch geopende dossiers worden dan manueel behandeld door de plaatselijke kantoren. De gegevens die op die manier uit de computer komen, gaan dus naar de kantoren.

[191]

Gevallen van overmacht worden niet op gestructureerde wijze geregistreerd in de databank van de FOD Financiën. Als uit het onderzoek van de bewijsstukken blijkt dat er sprake is van overmacht, kan de ontvanger dat in een vrij, niet-gestructureerd inlichtingenvak opnemen.

De cijfers over het aantal dossiers waarin er van overmacht sprake is, moeten dus met de grootste omzichtigheid worden benaderd, ook al omdat het niet enkel om gevallen van overmacht gaat, maar ook om correcties.

In 2015 zou het in totaal om 156 dossiers gaan, tegen 290 dossiers in 2016 en 209 in 2017. Over de drie jaar die we nagetrokken hebben, is dat dus ongeveer in dezelfde orde van grootte. Verder zouden in 2015 in totaal in 80 dossiers aanvullende rechten zijn betaald voor de niet-naleving van de regel van vijf jaar hoofdverblijfplaats, tegen 114 dossiers in 2016 en 85 in 2017.

Die cijfers heb ik al meegedeeld in een gedetailleerd antwoord op de schriftelijke vraag nr. 230 van de heer Jef Van Damme.

[193]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Mijn voornaamste bekommernis was dat niet duidelijk omschreven begrippen, zoals overmacht, zouden leiden tot een ongelijke behandeling van de burgers en dat is nooit goed.

Ik stelde de vraag naar aanleiding van een gerucht dat de ronde deed. Mensen die hun huis sneller dan vijf jaar wilden verlaten, hoefden maar een hond te kopen om te kunnen zeggen dat de gezinssituatie veranderd was om zo de naleving van de regels te kunnen ontlopen.

Dat leek mij zo overdreven dat ik dit wilde nagaan. Ik kan mij niet voorstellen dat een belastingontvanger die reden zou aanvaarden, nu u mij de voorwaarden voor overmacht hebt toegelicht. De wijziging van een

gezinssituatie kan dus wel een aanvaardbare reden zijn. Dat betekent dat een baby krijgen in sommige gevallen wel zal aanvaard worden, maar bij een grote woning waarschijnlijk niet.

De heer Guy Vanhengel, minister.- Een eerste woning kopen met maar één kamer en dan een drieling krijgen, dat kan gebeuren.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Inderdaad. Het aantal uitzonderingen lijkt me ook beperkt.

- *Het incident is gesloten.*

[201]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

AAN DE HEER GUY VANHENGEL, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET FINANCIËN, BEGROTING, EXTERNE BETREKKINGEN EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,

betreffende "het stabiliteitsprogramma 2018-2021".

[203]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Voor het eerst sinds het samenwerkingsakkoord van 2013 hebben de deelstaten en de federale overheid een akkoord bereikt over het stabiliteitsprogramma. Dat document beschrijft de begrotingsinspanningen en de begrotingscoördinatie voor de komende drie jaar en moet jaarlijks worden ingediend bij de Europese Commissie in het kader van het Europees semester. In de maanden die daarop volgen doet de Europese Commissie specifieke aanbevelingen per land, die de lidstaten moeten uitvoeren in het tweede deel van het jaar.

De regering heeft het advies van de Hoge Raad van Financiën gevolgd om het evenwicht uit te stellen tot 2020. Het advies van de Hoge Raad van Financiën voorzag in twee scenario's, die allebei een besparing inhielden van 4 tot 5 miljard euro in 2019, maar in tegenstelling tot het advies stellen de regeringen de zwaarste begrotingsinspanningen uit tot 2020. De vuurproef wordt dus eigenlijk doorgeschoven naar de volgende regering. Geen wonder dat de gewesten en de gemeenschappen het voor een keer eens waren.

Vreemd is wel dat enkel het gezamenlijke traject werd goedgekeurd en niet de individuele trajecten. Het stabiliteitsprogramma voorziet in een bijdrage van de gemeenschappen en gewesten van 0,05% van het bnp in zowel 2019 als 2020. Hoe die bijdrage verdeeld moet worden onder de deelstaten is dus niet duidelijk.

[205]

In haar meest recente landenrapport vraagt de Europese Commissie voor de zoveelste keer een betere coördinatie van de openbare financiën en de begrotingsinspanningen. In haar lentevooruitzichten is de ze veel pessimistischer over de noodzakelijke begrotingsinspanningen dan het stabiliteitsprogramma. Dat voorziet in een nominaal tekort van 1% van het bnp in 2018 en van 0,7% in 2019. De Europese Commissie kwam aan een tekort van 1,1% voor dit jaar en een stijging tot 1,3% volgend jaar.

Ook wat het structureel tekort betreft, zijn er, zonder conjunctuurschommelingen, discrepancies. Het stabiliteitsprogramma houdt rekening met een tekort van 0,8% dit jaar en 0,6% volgend jaar. Alweer gaat de Europese Commissie totaal de andere kant uit: een structureel tekort van 1,3% in 2018 en 1,7% in 2019. Ze vreest dat de belastingverminderingen niet voldoende gecompenseerd zijn. Groen is voorstander van een sterkere samenwerking op het vlak van de begroting, maar het stabiliteitsprogramma lijkt ons een lege doos.

Ten slotte kondigde premier Charles Michel in een interview in De Standaard een gezamenlijk initiatief over begrotingsflexibiliteit tegenover de Europese Commissie aan. Op 28 maart 2018 zou daarover in het Overlegcomité een 'position paper' zijn goedgekeurd. Het lijkt echter onwaarschijnlijk dat de Europese Commissie daarmee zal instemmen.

[207]

Waarom heeft de Brusselse regering voor het eerst in jaren ingestemd met het stabiliteitsprogramma, maar enkel akte genomen van de individuele begrotingstrajecten?

Op welke manier vertalen de afspraken van het stabiliteitsprogramma zich in concrete begrotingsinspanningen voor het Brussels Gewest de komende jaren?

Hoe verklaart u de discrepantie tussen de cijfers van de Europese Commissie en de cijfers van de Belgische overheden? Is er een verschil op Brussels niveau?

Wat is uw visie op een sterkere begrotingscoördinatie tussen de gefedereerde entiteiten en de federale overheid?

Kunnen we de 'position paper' die werd goedgekeurd in het Overlegcomité krijgen? Wat zijn de gevolgen als de Europese Commissie de vraag om begrotingsflexibiliteit afwijst?

In artikel 4, § 6 van de ordonnantie van 20 december 2013 die het samenwerkingsakkoord over de begrotingsinspanningen goedkeurt, krijgt het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) de opdracht om uiterlijk op 31 december 2017 over te gaan tot een algemene evaluatie van de toepassing van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Wat is de stand van zaken?

[209]

De voorzitter.- De heer Vanhengel heeft het woord.

De heer Guy Vanhengel, minister.- Het klopt dat alle entiteiten, ook het Brussels Gewest, in het Overlegcomité van 27 april 2018 het globale traject van het stabiliteitsprogramma 2018-2021 hebben goedgekeurd. Dat is nieuw, want dat was al een tijd niet meer gebeurd. Het stabiliteitsprogramma bevat de begrotingsdoelstellingen voor de jaren 2018 tot en met 2021.

De voorbije jaren bleek het niet mogelijk om tot een formeel akkoord te komen. Dat dat nu wel gebeurt, is een belangrijk signaal voor de Europese Commissie. Die vraagt al jaren dat het Overlegcomité het ingediende stabiliteitsprogramma goedkeurt. Met die beslissing engageren alle entiteiten zich formeel om naar een structureel evenwicht te streven in 2020.

Dat er de voorbije jaren geen akkoord werd bereikt, is gedeeltelijk het gevolg van het beslissingsproces dat werd opgenomen in het samenwerkingsakkoord van 2013. Dat voorziet in een goedkeuring door het

Overlegcomité. Die goedkeuring impliceert dat elke individuele entiteit, elk individueel gewest of elke gemeenschap akkoord moet zijn met het voorstel. Zo niet, is er geen akkoord en wordt de beslissing beperkt tot een aktename.

Dat wil niet zeggen dat het Brussels Gewest de voorbije jaren zijn akkoord niet wilde of kon geven. Zoals u weet, is een begroting in evenwicht opgenomen in het regeerprogramma en werd dat de voorbije jaren effectief gerealiseerd.

[211]

Ik geef u de cijfers op een rijtje. Na afsluiting van de rekeningen boekte de regering in 2013 een overschat van 186,1 miljoen euro. In 2014 was dat een overschat van 207,3 miljoen, in 2015 127 miljoen en in 2016 27,4 miljoen euro. In 2017 is er voor het eerst een klein tekort van 55 miljoen euro. Als ik spreek over een tekort, is dat een tekort zoals vastgesteld door het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR) op basis van de ESR-methodologie, die ons door de Europese Commissie wordt opgelegd.

U weet dat de regering een aantal uitgaven buiten de begroting heeft, omdat het gaat om eenmalige infrastructuuruitgaven die pieken vertonen. Daardoor is het bijzonder moeilijk om het normale traject aan te houden. Mijn stelling is en blijft dat die pieken opgevangen moeten worden door overschotten uit het verleden of weggewerkt moeten worden zodra de eenmalige uitgaven zich niet meer voordoen.

Het betreft een boekhoudkundig probleem waarmee niet alleen het Brussels Gewest, maar ook de andere gewesten te kampen hebben. De vraag is hoe je de investeringsuitgaven in België moet bekijken tegenover de Europese begrotingsregels. Overheden die over dergelijke investeringsuitgaven moeten beslissen en ze ook moeten dragen, beschikken veelal over begrotingen die onvoldoende spelling vertonen om pieken in de uitgaven, die je moet boeken op het jaar van de uitgaven zelf en die je volgens de Europese regels niet mag afschrijven, te kunnen dragen zonder de werking van het normale recurrente uitgavenpatroon te verstören.

[213]

In de afgelopen vijf jaar boekte de regering globaal gezien 492,8 miljoen euro overschat. Voor 2016 en 2017 houdt dat resultaat geen rekening met de beslissing om bepaalde strategische investeringsuitgaven buiten de begrotingsdoelstelling te houden en met de incorporatie van het resultaat van de gemeenten. Als we dat meerekenen, halen we ook in 2017 ruimschoots de begrotingsdoelstelling, zelfs 114 miljoen euro beter dan vooropgesteld. Het Brussels Gewest voldoet dan ook al jaren aan de 'Medium Term Objective' (MTO), gevraagd door de Europese Commissie.

De goedkeuring van het stabiliteitsprogramma heeft dan ook geen impact op het begrotingsbeleid. Bovendien is in de beslissing van het Overlegcomité opgenomen dat de voorgestelde trajecten zich zouden inschrijven in het onderhandelingsproces met de Europese Commissie over de flexibiliteit inzake strategische investeringen. Dat is iets waar zowel het Vlaams als het Brussels Gewest op blijven hameren. Ze moeten daarover via de federale regering kunnen blijven onderhandelen. Anders zullen er altijd problemen de kop opsteken, bijvoorbeeld bij de financiering van metrowerken of om, zoals recent nog het geval was, in versneld tempo enkele grote werken aan de tunnels te financieren.

Dergelijke werken zijn overigens overall aan de orde. Het verbaast mij telkens weer dat problemen in een Vlaamse tunnel - in dit geval de Leonardtunnel - slechts eenmalig in het nieuws worden vermeld. Als het een Brusselse tunnel betreft die honderd meter verder is gelegen, hoor je gedurende maanden commentaren en worden er volop onderzoekscommissies georganiseerd. Ook de neerwarrelende verlichtingsarmaturen in de Kennedytunnel haalden slechts één nieuwsuitzending.

(Opmerkingen van de heer Cornelis)

Het wordt inderdaad zodanig voorgesteld alsof het een Brusselse tunnel betreft. Zodra ze beseffen dat dat niet zo is, zwijgen ze erover.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Op dat vlak staan we aan dezelfde kant.

De heer Guy Vanhengel, minister.- Dat weet ik. Daarom veroorloof ik me om het te zeggen.

[221]

De discrepantie tussen de lentevooruitzichten van de Europese Commissie en de cijfers die in het stabiliteitsprogramma zijn opgenomen, is niet nieuw. Voor 2017 voorspelde de Europese Commissie bijvoorbeeld een tekort van 1,9%, terwijl het uiteindelijke tekort 1% bedroeg. Prognoses blijven prognoses. Afwijkingen zijn voornamelijk het resultaat van methodologische verschillen.

Zo is er een verschil in berekening van de output gap door het Federaal Planbureau, dat het cijfer levert dat België in zijn stabiliteitsprogramma moet gebruiken, en de berekening door de Europese Commissie. Ook moeten we er rekening mee houden dat het stabiliteitsprogramma in feite een genormeerd traject is, een resultaat dat men wil bereiken en waarvoor eventueel nog beslissingen moeten worden genomen. De Europese Commissie daarentegen houdt in haar vooruitzichten in principe enkel rekening met maatregelen die al genomen zijn of die nagenoeg vaststaan.

De Europese Commissie beoordeelt in dat opzicht enkel België in zijn geheel. Er wordt niet gekeken naar de verschillende subniveaus en dus ook niet specifiek naar het Brussels Gewest. Dat vormt bovendien slechts een heel beperkt onderdeel van de totale staatshuishouding.

U vraagt wat ik denk van een sterkere begrotingscoördinatie tussen de gefedereerde entiteiten. Ik kan alleen maar pleiten voor een sterkere samenhang, zeker gelet op de grote investeringen die de verschillende overheden moeten doen. Maar u weet net als ik dat dat in de huidige Belgische staatsstructuur niet evident is. Wij kunnen alleen maar het goede voorbeeld geven door te streven naar een sterkere verankering op Brussels niveau, namelijk tussen het gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de lokale besturen. Op dat vlak is het Brussels Gewest een voorbeeld voor de twee andere, want het is het enige gewest dat op een doorgedreven en systematische manier voor een dergelijke lokale verankering zorgt.

[223]

Een voorlopige versie van de 'position paper' over de herziening van de flexibiliteitsclausules werd op 28 maart 2018 in het Overlegcomité goedgekeurd. De tekst wordt momenteel afgewerkt in werkgroepen, met de bedoeling hem binnenkort definitief door het Overlegcomité te laten goedkeuren. Ik stel voor dat ik u de goedgekeurde versie overmaak.

Het is nog wat vroeg om het te hebben over het resultaat en de mogelijke gevolgen van de onderhandelingen. Het federale voorstel kadert in de globale evaluatie die momenteel op Europees niveau plaatsvindt. België is niet het enige land dat voorstander is van een zekere mate van flexibiliteit op het vlak van overheidsinvesteringen die een positieve impact hebben op de economische ontwikkeling.

Wat betreft uw vraag over de evaluatie door het BISA, heeft de regering op 21 maart 2018 akte genomen van het rapport, dat intussen aan het parlement overgemaakt zou moeten zijn.

[225]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Ik heb dat verslag nog niet gezien, maar misschien is het nog maar net doorgestuurd. Ik zal er zeker naar op zoek gaan. Ik kijk natuurlijk ook uit naar de definitieve versie van de 'position paper'.

U bevestigt dat er met iedereen een akkoord is getekend, maar dat het daarbij blijft. Er is nog geen oplossing voor het probleem dat de verschillende entiteiten het onderling nog altijd niet eens zijn over wie hoeveel moet bijdragen. Brussel zegt zelf dat het een goede leerling is omdat het geen extra schulden creëert. Op die manier zorgt het ervoor dat niemand het iets kan verwijten. Maar het is niet duidelijk hoe de anderen de zaak onder elkaar uitvechten. Op dat punt is er nog geen vooruitgang geboekt. Europa zal zich geen rad voor de ogen laten draaien.

Het is natuurlijk goed dat het Brussels Gewest overschotten heeft, want het heeft ook heel wat schulden. Op een bepaald moment bedroeg de schuldenlast 3 miljard euro. Voor een gewest met een begroting tussen 4 en 5 miljard euro is dat heel veel, vooral omdat het de put niet zelf kan opvullen doordat het op fiscaal vlak niet veel marge heeft.

[227]

De voorzitter.- De heer Vanhengel heeft het woord.

De heer Guy Vanhengel, minister.- De totale schuld neemt af. Het gaat om een historisch gegeven waar we als een goede huisvader mee om moeten gaan. Tegenover die schuld staan ook een patrimonium en investeringen. Het grote voordeel is dat Europa al een vrij lange periode van zeer lage rentevoeten kent. Daarenboven boekt het uitstekend werkende Agentschap van de Schuld mooie resultaten. De schuld op zich is niet het probleem. Het werken met overschotten en marges om de grote pieken op te vangen, is daarentegen een delicate oefening. En grote pieken zullen er pas echt komen wanneer de metrowerken aangevat worden.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Ik begrijp dat een heleboel opeenvolgende werken niet in de begroting kunnen worden opgenomen. Als zich dat echter jaar na jaar voordoet, wordt het natuurlijk wel een structureel fenomeen.

De heer Guy Vanhengel, minister.- Daarom spreek ik van pieken.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Het fenomeen doet zich nu al enkele jaren voor en er komen nog heel wat metrowerken en dus uitgaven aan. Elke grote uitgave moet je jarenlang afbetalen en neem je sowieso mee in de begroting. Alles samen wordt het een heel groot pakket. Het is niet verwonderlijk dat de Europese Commissie zegt dat er enige voorzichtigheid geboden is.

Je kunt wel beweren dat je het niet eens bent met de Europese regels, maar zolang ze bestaan, moet je ze volgen. Je hoeft het verhaal niet mooier te maken dan het is.

Ik kijk uit naar de documenten. Dit debat wordt zeker vervolgd.

- *Het incident is gesloten.*

[239]

INTERPELLATION

M. le président.- L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Kanfaoui.

[241]

INTERPELLATION DE M. ABDALLAH KANFAOUI

À MME FADILA LAANAN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES DÉCHETS, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

concernant "la mise en place de 'Bruxelles Fonction Publique'".

[243]

M. le président.- La parole est à M. Kanfaoui.

M. Abdallah Kanfaoui (MR).- Par arrêté du 6 juillet 2017, le gouvernement a décidé de créer Bruxelles Fonction publique (Brufop), un service public régional qui sera chargé des recrutements pour la Région bruxelloise, mettant fin au recours obligatoire au Selor pour tout recrutement statutaire et contractuel. Ce service a également pour vocation de devenir le centre d'expertise et de formation de la Région.

L'arrêté prévoyant une entrée en vigueur le 1er janvier 2018, une cellule a été mise en place au sein du Service public régional de Bruxelles (SPRB) en collaboration avec le Selor afin de préparer cette transition.

Compte tenu du temps écoulé, il me semble opportun d'être informé de l'état d'avancement du service Brufop qui est, je suppose, en cours de recrutement de personnels statutaires ou contractuels pour pouvoir mener à bien ses missions. Par ailleurs, vous avez indiqué, lors d'une précédente interpellation, que seize agents étaient déjà opérationnels. Or l'arrêté du gouvernement du 21 décembre 2017 prévoit un cadre de 58 personnes.

Se pose également la question de l'organisation des tests linguistiques. À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 5 octobre 2017, le Selor a perdu le monopole de la certification des connaissances linguistiques. Il serait donc envisageable que Brufop organise ce même type de tests.

Pourriez-vous nous détailler le calendrier de la mise en place effective du service Brufop ?

Pouvez-vous nous confirmer que le recrutement du personnel nécessaire est en cours ? Dans l'affirmative, est-il organisé par la cellule provisoire mise en place par vos soins, ou par le Selor fédéral ? Quel est le taux de remplissage du cadre ?

Concrètement, la poursuite d'une collaboration avec le Selor fédéral est-elle envisagée ? Dans l'affirmative, sur quels aspects ? Qu'en est-il de l'organisation des tests linguistiques ? Qui devra s'en charger ?

[245]

Discussion

M. le président.- La parole est à Mme Laanan.

Mme Fadila Laanan, secrétaire d'État.- Brufop a été créée dans un contexte d'évolution du paysage institutionnel bruxellois et sur la base de la décision du gouvernement. Ses locaux devraient d'ailleurs être inaugurés ce mercredi et vous êtes les bienvenus. Une information circule à cet égard et nous communiquerons les renseignements au secrétariat. Il serait utile que les membres de cette commission puissent assister à cette inauguration.

Les missions de Brufop portent prioritairement sur :

- l'organisation de sélections statutaires régionales ;
- la gestion du secrétariat des commissions de sélection et d'évaluation des mandataires régionaux ;
- la gestion des diverses procédures juridiques (secrétariat du comité du secteur 15, Chambre de recours régionale, etc.) ;
- la politique de diversité dans la fonction publique régionale.

Conformément au principe de subsidiarité, Brufop se veut être le lieu de rassemblement d'expertise régionale au sein de chacune des structures. Ainsi, plusieurs plates-formes d'échange "fonction publique" et "ressources humaines" ont déjà été mises en place, par exemple sur la problématique du bien-être au travail, et elles continueront de se développer.

Le déménagement dans les locaux loués sur le boulevard Émile Jacqmain a eu lieu au début du mois de juin. L'inauguration officielle aura lieu le 21 juin et à cette occasion, je transmettrai des invitations à l'ensemble des membres de cette commission.

En ce qui concerne le personnel, 34 des 58 emplois prévus pour 2018 sont pourvus. Les 24 restants sont en cours de recrutement, durant ce printemps 2018, selon les différentes formes d'affectation : mobilité intrarégionale ou externe, consultation des réserves régionales ou en cours de constitution par Brufop avec le Selor.

[249]

Enfin, pour ce qui est de la délivrance des certificats linguistiques pour les pouvoirs locaux, la Cour constitutionnelle a confirmé l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui invalide le monopole du Selor en cette matière. Toutefois, le paysage institutionnel belge est tellement complexe que j'ai commandé une étude juridique externe pour définir qui peut fixer, au regard de la Constitution, la liste des institutions habilitées à délivrer des certificats de connaissance linguistique dans notre Région.

La question est de savoir si les décrets des Communautés flamande et française suffisent ou s'il faut adopter une autre norme pour Bruxelles et, dans ce dernier cas, à qui il revient de le faire. Nous avons posé la question avant de lancer le marché officiel pour cette analyse, et elle interpelle beaucoup de juristes, même ceux spécialisés en droit institutionnel belge. Cela montre en tout cas l'intérêt qu'il y a de répondre à cette question de manière suffisamment précise pour éviter tout recours ou procédure qui invaliderait le processus.

J'ai été transparente et j'espère avoir satisfait la curiosité de M. Kanfaoui.

[251]

M. le président.- La parole est à M. Kanfaoui.

M. Abdallah Kanfaoui (MR).- Je note donc que 34 postes sont déjà pourvus. Pour le reste, y a-t-il des ouvertures ?

Mme Fadila Laanan, secrétaire d'État.- La procédure est en cours.

M. Abdallah Kanfaoui (MR).- Pour la certification linguistique, l'étude est lancée. Avez-vous déjà désigné un bureau de juristes ?

Mme Fadila Laanan, secrétaire d'État.- Ce sera fait à l'échéance du délai, à savoir vendredi. Vous m'interrogez donc un peu trop tôt, mais si vous le souhaitez, nous pourrons en rediscuter lors de la prochaine réunion de commission.

- *L'incident est clos.*

[261]

QUESTIONS ORALES

M. le président.- L'ordre du jour appelle les questions orales.

[263]

QUESTION ORALE DE M. ABDALLAH KANFAOUI

À MME FADILA LAANAN, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES DÉCHETS, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

concernant "l'intensité de R&D de la Région bruxelloise".

[265]

M. le président.- La parole est à M. Kanfaoui.

M. Abdallah Kanfaoui (MR).- Nous avons à plusieurs reprises abordé la question de la recherche et du développement (R&D) au sein de cette assemblée, tant il s'agit d'une politique indispensable pour relever les défis socio-économiques de notre société.

Les moyens publics consacrés à l'innovation ont véritablement augmenté ces dernières années : 62 millions d'euros pour notre Région en 2018. Il n'en demeure pas moins que la trajectoire fixée par l'Union européenne reste hors d'atteinte pour la Belgique, en particulier pour Bruxelles. Avec une intensité de R&D fixée à 1,81% du produit intérieur brut (PIB), la Région bruxelloise est en-deçà de l'objectif européen de 3% (2% du

secteur privé et 1% du secteur public) et des résultats enregistrés par la Flandre (2,67%) et la Wallonie (2,47%).

Comme cela a été dit, les résultats de notre Région sont surprenants, au regard de notre potentiel en matière de recherche, développement et innovation (RDI), qui est notamment lié à la forte concentration d'universités, de hautes écoles, d'hôpitaux, de laboratoires et d'entreprises de haute technologie en tout genre sur notre territoire.

À ce rythme, la Belgique ne parviendra pas à combler l'écart qui la sépare des pays scandinaves, leaders européens en la matière. Une récente étude du Centre de recherches en économie régionale et politique économique (Cerpe) de l'Université de Namur le confirme d'ailleurs. Selon ces chercheurs, les statistiques montrent que l'essentiel de l'effort national est fourni par le secteur privé, soit quelques multinationales actives dans les secteurs de la pharmacie et de la chimie, avec le risque que les petites et moyennes entreprises (PME), essentielles au bon fonctionnement de notre économie, soient exclues de ce processus de transformation.

[267]

Ils soulignent également le manque de convergence entre Régions dans les initiatives innovantes, qui empêche la mutualisation et la recherche d'échelle.

Enfin, l'étude pointe la situation particulière de Bruxelles et ses résultats mitigés en raison de sa configuration économique particulière. Cependant, un tel constat ne suffit pas à expliquer l'ensemble de ces lacunes.

J'ai conscience des efforts fournis à ce stade pour augmenter l'implication de la Région dans la recherche et le développement, mais j'aimerais toutefois vous poser quelques questions.

Quels sont les principaux obstacles qui empêchent la Région bruxelloise d'atteindre l'objectif européen ?

Quelles sont les prévisions de croissance pour les deux années à venir ?

Qu'est-il prévu pour améliorer les investissements publics et surtout privés dans le domaine de l'innovation ? Existe-t-il des incitants destinés aux PME innovantes ?

Enfin, quelles sont les synergies possibles avec les autres Régions ? Quels efforts de mutualisation sont déployés ?

[269]

M. le président.- La parole est à Mme Laanan.

Mme Fadila Laanan, secrétaire d'État.- Le taux d'investissement en R&D est un indicateur qui nécessite une interprétation plutôt nuancée, spécialement pour une Région comme la nôtre dont la sphère d'influence économique dépasse de loin les limites institutionnelles.

Comme le démontre la récente étude de l'Université de Namur, la basse intensité de R&D en pourcentage du PIB trouve son origine dans des dépenses insuffisantes en R&D dans le secteur privé, lesquelles s'expliquent par l'architecture économique de la Région. Bruxelles se caractérise en effet par une économie tertiaire

dominante et une présence forte de services à faible niveau de qualifications, par un tissu industriel de haute et moyenne technologie plutôt faible et par le fait que les sièges principaux des grandes entreprises industrielles se trouvent hors des limites de la Région, voire du pays.

Les dépenses internes en R&D comprennent toutes les dépenses privées et publiques sur le territoire régional, quelle qu'en soit la source. Pour les dépenses publiques, il faut également tenir compte des dépenses des Communautés sur le territoire de la Région, par exemple au sein des universités. Il convient aussi de comptabiliser les dépenses de l'État fédéral pour les établissements scientifiques fédéraux.

Les dépenses sont généralement présentées par secteur d'exécution. Cela signifie que les subventions régionales au sein d'une entreprise sont considérées comme des dépenses privées. L'augmentation des fonds publics a donc également un impact sur l'intensité de la R&D privée.

L'hypothèse de travail en 2014 était que sans effort supplémentaire, seul 1,9% du PIB serait consacré à la R&D en 2020.

[271]

Toutefois, selon les derniers calculs, le taux d'investissement en R&D est passé de 1,51% à 1,79% entre 2013 et 2015.

En outre, contrairement à l'hypothèse de travail, les crédits à la recherche comme les dépenses réelles, en particulier dans le secteur public, augmentent fortement et systématiquement. Ainsi, les moyens publics régionaux de soutien à la recherche et au développement auprès d'organismes de recherche et d'entreprises ont augmenté, entre 2005 et 2015, de près de 70%. C'est l'une des plus fortes augmentations parmi les entités fédérées belges. En 2018, le budget engagé s'élevait déjà à quelque 61 millions d'euros.

Le Plan régional pour l'innovation (PRI) est le cadre stratégique qui opérationnalise et garantit le retour sur investissement et l'effet levier, pour la recherche et le développement, de ces moyens accrus en Région de Bruxelles-Capitale, et ce sur la base d'une stratégie de spécialisation intelligente. Cette dernière pointe trois domaines d'activités stratégiques dans lesquels Bruxelles dispose d'un avantage comparatif et qui doivent servir de levier pour l'économie régionale. Les petites entreprises innovantes qui sont au cœur du tissu économique bruxellois constituent l'un des principaux objectifs de la politique de soutien. Les moyennes et, surtout, les petites entreprises occupent donc une position centrale dans le Plan régional pour l'innovation.

Dans ce contexte, la création d'entreprises innovantes est particulièrement encouragée par le biais, notamment, du programme Proof of concept ou Proof of business, ou par la création d'un fonds de pré-amorçage, en collaboration avec finance.brussels qui met un total de 10 millions d'euros à la disposition de petites entreprises innovantes en vue de la commercialisation ou du scale-up (changement d'échelle).

[273]

L'important soutien des incubateurs publics et le lancement de marchés publics innovants bénéficient également à ce groupe d'entreprises, le but étant de renforcer le tissu industriel bruxellois.

En outre, les programmes collaboratifs tels que co-create ou Team Up encouragent de petites entreprises à collaborer avec des acteurs académiques afin de renforcer leurs bases de recherche et leur potentiel d'innovation. D'ailleurs, selon les derniers chiffres de l'enquête communautaire européenne sur l'innovation, 55% des entreprises bruxelloises innovent, soit près de 8% de plus que la moyenne européenne. Pour encourager la coopération interrégionale, l'appel à projets BEL-SME 2018 a été lancé.

Les entreprises bruxelloises peuvent également participer au programme flamand imec-icon, qui leur permet de collaborer avec les chercheurs de l'Institut de micro-électronique et composants (IMEC) et l'écosystème local, ainsi qu'aux pôles de compétitivité wallons.

Vous aurez constaté que la situation n'est pas si simple à Bruxelles. Nous pouvons d'ores et déjà avoir un aperçu enthousiasmant de l'avenir, malgré ce qu'il reste encore à faire pour atteindre les 3% souhaités par l'Europe dans chaque État membre.

- *L'incident est clos.*

[277]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

AAN MEVROUW FADILA LAANAN, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, BELAST MET OPENBARE NETHEID, VUILNISOPHALING EN -VERWERKING, WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK, GEMEENTELIJKE SPORTINFRASTRUCTUUR EN OPENBAAR AMBT,

betreffende "het recht op redelijke aanpassingen voor ambtenaren met een handicap".

[279]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Unia publiceerde samen met het Vlaams Patiëntenplatform (VPP) en de Ligue des usagers des services de santé (LUSS) eind 2017 een aanbeveling over redelijke aanpassingen voor ambtenaren. Ze wijzen erop dat de overheid veel ambtenaren met een chronische ziekte of handicap vroegtijdig op pensioen stuurt, alhoewel ze graag aan de slag waren gebleven.

Dat heeft negatieve gevolgen voor de ambtenaren in kwestie. Ze kunnen niet meer voor de overheid werken en moeten vaak met een beperkte uitkering rondkomen. Tegelijk drijft de samenleving verder weg van de inclusieve maatschappij waar we naar moeten streven volgens het VN-verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

Dat verdrag garandeert het recht op redelijke aanpassingen. Dat zijn aanpassingen in de werkorganisatie die de persoon in staat stellen te blijven werken en die voor de werkgever geen onevenredige belasting vormen. Het ontzeggen van redelijke aanpassingen is derhalve een vorm van discriminatie.

Toch krijgen personen met een handicap vaak te horen dat redelijke aanpassingen voor hen niet mogelijk zijn. Unia en andere organisaties stellen vast dat het recht op redelijke aanpassingen bij ambtenaren niet voldoende gerespecteerd wordt, ook in Brussel niet. Werkgevers bekijken redelijke aanpassingen vaak op een te rigide manier. Ofwel kan een ambtenaar functioneren in zijn oude job, ofwel kan hij helemaal niets meer.

Een zoektocht naar redelijke aanpassingen is echter maatwerk. Het vereist veel overleg en verschillende pogingen om oplossingen te vinden. Soms wordt er helaas helemaal geen onderzoek naar redelijke aanpassingen gedaan omdat de persoon op voorhand wordt afgeschreven. Nochtans zou die met een paar vindingrije aanpassingen wel aan de slag kunnen blijven.

[281]

Concreet doet Unia de volgende aanbevelingen om de arbeidswetgeving in overeenstemming te brengen met de antidiscriminatiewetgeving en het VN-verdrag. Een eerste aanbeveling is om in het statuut van de ambtenaren vast te leggen dat in de loop van het arbeidsongeschiktheidsproces verschillende mogelijkheden van redelijke aanpassingen moeten worden onderzocht en dat de uitvoering van die redelijke aanpassingen moet worden gecontroleerd.

Unia doet verder nog aanbevelingen om het onderzoek naar redelijke aanpassingen te verbeteren, bijvoorbeeld door de stakeholders beter te informeren door te voorzien in brochures, opleidingen, campagnes en een vermelding in het diversiteitsplan. Een andere aanbeveling is om meer flexibiliteit, geduld en openheid te tonen bij het zoeken naar redelijke aanpassingen en de persoon te bekijken vanuit zijn arbeidsgeschiktheid en niet vanuit zijn arbeidsgeschiktheid. Unia doet ook de aanbeveling om in meer begrotingsruimte te voorzien, om de actoren en de processen beter te stroomlijnen en om in toegankelijkheid te investeren.

U hebt die aanbevelingen ook ontvangen, net als uw ambtsgenoten van de andere bevoegdheidsniveaus en de minister van Werk. Momenteel weet ik niet of u hierrond beleidsmaatregelen uitwerkt. In uw beleidsbrief is er in elk geval niets over terug te vinden. Momenteel zijn er bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB), op een totaal van bijna 2.000 mensen, 32 personen met een erkende handicap aan de slag. Het streefcijfer van 2% is dus nog lang niet bereikt. Dat kan beter.

[283]

Hoeveel Brusselse ambtenaren werden in 2017, 2016 en 2015 op basis van een chronische ziekte of een handicap vroegtijdig op pensioen gestuurd?

Reageerde u al op de aanbeveling van Unia, het VPP en het LUSS? Hebt u hen voor overleg uitgenodigd?

Welke aanbevelingen hebt u al uitgevoerd? Welke stappen hebt u gezet om het zoeken naar redelijke aanpassingen te garanderen?

Federaal minister De Block zei in de Kamer dat ze aan een hervorming van het systeem werkt en dat ze daarover met de deelstaten onderhandelt. Welke vorderingen zijn er op dat vlak al gemaakt? Wat is het standpunt van de Brusselse regering in die onderhandelingen?

[285]

De voorzitter. - Mevrouw Laanan heeft het woord.

Mevrouw Fadila Laanan, staatssecretaris. - Zoals u weet, is de integratie van personen met een handicap een van de prioritaire doelstellingen van de regering. De manier waarop de overheidsinstellingen die doelstellingen in hun personeelsbeleid omzetten, wordt overgelaten aan het oordeel van elke instelling in functie van haar specifieke situatie.

Daarom werd in 2018 een instrument gecreëerd om die doelstellingen te monitoren. Dankzij dat instrument zullen onder andere de aanpassingen binnen het ambt gevuld kunnen worden. Ook de werkomstandigheden van personen met een handicap zijn erin opgenomen. Het gaat om een geheel van indicatoren waarvan een deel betrekking heeft op de aanpassingen.

Door de privacywetgeving is het niet altijd gemakkelijk om de aspecten met betrekking tot de redelijke aanpassingen te monitoren. Die aanpassingen worden immers toevertrouwd aan de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk (IDPBW).

[287]

Die dienst weet niet of de persoon voor wie de aanpassing wordt doorgevoerd, al dan niet een handicap heeft. Die informatie wordt immers vertrouwelijk beheerd door de dienst human resources (HR). Op de vergadering van 17 mei 2017 betreffende de transversale doelstellingen werd dat allemaal nogmaals herhaald voor de leidinggevende ambtenaren. Het wordt ook allemaal uitgelegd aan nieuwe ambtenaren op het moment van hun indiensttreding.

De werkgroep rond het thema 'handicap', die werd opgericht binnen het gewestelijk diversiteitscomité, wordt momenteel uitgebreid met mensen die bevoegd zijn voor de pijler 'handicap' binnen de HR-diensten van de gewestelijke instellingen. De werkgroep zal zich onder andere buigen over de aanbevelingen van Unia, het VPP en het LUSS.

Bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) lopen er verschillende gecoördineerde acties. Die moeten ervoor zorgen dat minstens 2% van het personeel uit personen met een handicap bestaat. Het aantal personen dat vroegtijdig met pensioen gaat vanwege een handicap of een chronische ziekte, is heel laag.

[291]

In 2015 ging het om slechts twee ambtenaren, in 2016 waren het er vier en in 2017 drie. Volgend jaar zal de GOB een intern onderzoek voeren naar het profiel van zijn ambtenaren. Met de resultaten van dat onderzoek zullen de profielen van ambtenaren met een handicap beter in kaart kunnen worden gebracht. Zo kan er beter op hun behoeften worden ingespeeld en kunnen ze bij hun loopbaan worden begeleid.

De uitdaging bestaat er nu in om van de GOB een toegankelijke werkgever te maken, in alle betekenissen van het woord.

Uw vragen over de voorbereiding van de hervorming betreffende personen met een handicap moet u richten tot de bevoegde leden van het Verenigd College.

[293]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Ik ben blij dat het probleem enigszins wordt gevuld en ik hoop dat de aanbevelingen van de werkgroepen werkelijk navolging zullen krijgen. Het volstaat immers niet om een werkgroep op te richten.

Ik ben wel nogal verbaasd dat de privacywet voor problemen zorgt, omdat de personeelsdienst de informatie over het personeel beheert, terwijl de dienst die de aanpassingen moet doorvoeren, niet weet wat er precies moet gebeuren. Dat lijkt mij een verkeerde benadering van het concept privacy. Uiteindelijk zijn personen met een handicap immers zelf vragende partij om de nodige aanpassingen door te voeren. Ik kan me nauwelijks voorstellen dat iemand zijn handicap geheim wil houden en zo aanpassingen verhindert. Ik hoop dat deze interpretatie van het concept privacy gauw wordt opgegeven, zodat de nodige aanpassingen wel degelijk kunnen worden doorgevoerd.

Ook al vallen de andere instellingen niet onder uw bevoegdheid, toch heeft de GOB in het verleden al initiatief genomen om een aantal zaken op elkaar af te stemmen, zodat iedereen op dezelfde manier werkt. Ik hoop dat zoets ook voor dit beleidsaspect mogelijk is.

[295]

M. le président.- La parole est à Mme Laanan.

Mme Fadila Laanan, secrétaire d'État.- M. De Lille, il est vrai que le handicap de certaines personnes peut être visible et, de ce fait, attirer l'attention des responsables des ressources humaines qui, à leur tour, peuvent inciter les services internes à procéder aux aménagements nécessaires.

Puisque vous avez exercé cette compétence avant moi, vous savez que de nombreuses personnes dont le handicap n'est pas visible ne souhaitent pas le déclarer. En pareils cas, nous éprouvons des difficultés à remplir notre mission en tant que responsables des ressources humaines ou gestionnaires d'un service administratif.

À Bruxelles-Propreté, par exemple, où le taux de personnes reconnues comme porteuses d'un handicap n'est pas réputé élevé, nous savons qu'il l'est en réalité. C'est pourquoi nous avons un peu de mal à aller de l'avant. Néanmoins, grâce aux groupes de travail, nous pourrons peut-être apporter des réponses pratiques tout en tenant compte de cet élément.

M. Bruno De Lille (Groen).- Je comprends votre remarque. Nous avions aussi mené des enquêtes parmi le personnel. Je sais que beaucoup ne veulent pas déclarer leur handicap. En réalité, ce sont rarement ceux avec lesquels nous rencontrons des problèmes. Les adaptations sur mesure sont nécessaires dans les cas où le handicap est visible ou quand le fonctionnement du service pose problème. C'est pourquoi ces personnes ont tout à gagner à demander un aménagement. Il faut donc réagir le plus vite possible !

- *L'incident est clos.*